

Le privé à la rescousse du Pavillon chinois à Bruxelles



En passant maintenant par l'avenue Van Praet, on voit de grandes barrières de chantier, des mauvaises herbes envahissantes et des panneaux de bois aux fenêtres du Pavillon chinois.

Après des années d'abandon, le Pavillon chinois pourrait être rénové et retrouver une vocation, selon une solution mise sur la table par Mathieu Michel (MR) ce vendredi.

Le secrétaire d'État en charge de la Régie des bâtiments, Mathieu Michel (MR), espère obtenir vendredi, lors du dernier conseil des ministres de cette législature, une solution pour l'iconique Pavillon chinois situé sur le domaine royal de Laeken.

Vide depuis 2013 à la suite de graves problèmes d'infrastructure qui mettaient en danger la sécurité des visiteurs et du personnel, **le Pavillon chinois se trouve encore aujourd'hui dans un état de délabrement avancé, malgré les promesses de rénovation.** En mars dernier, la **secrétaire d'État bruxelloise au Patrimoine Ans Persoons (Vooruit)** avait mis en demeure la Régie des bâtiments et demandé la restauration urgente du Pavillon chinois et de la Tour japonaise, deux bâtiments classés depuis 2019.

Le plan mis sur la table par Mathieu Michel consiste à confier la rénovation du Pavillon et son exploitation ultérieure à une ASBL, baptisée Palais Chinois (...).

Le plan de Mathieu Michel

Construit au début du 20^e siècle à la demande du roi Léopold II, qui s'était inspiré de l'Exposition universelle de Paris en 1900, le Pavillon chinois comprend de **nombreux éléments architecturaux commandés et fabriqués spécialement à Shanghai**, dont les incroyables boiseries de la façade antérieure.

Le plan mis sur la table par Mathieu Michel consiste à **confier la rénovation du Pavillon et son exploitation ultérieure à une ASBL**, baptisée Palais Chinois, qui compterait parmi ses membres fondateurs des institutions publiques ainsi que des privés qui souhaitent redonner vie à ce patrimoine. Il s'agit plus précisément de la baronne **Diane Hennebert**, une femme discrète qui a également supervisé la restauration de l'Atomium et de la Villa Empain, et de **Piet Steel**, un ancien diplomate ayant des connexions étroites en Asie et actuellement consul honoraire général du Japon en Flandre.

En l'échange d'une concession domaniale, cette ASBL aurait pour mission de remettre en l'état le Pavillon et d'y proposer une programmation culturelle et artistique qui concerne l'Asie dans son ensemble. **L'entretien du site serait assuré financièrement par un volet événementiel qui se déroulerait à l'arrière dans les anciennes écuries** conçues pour accueillir les calèches de la clientèle du restaurant de luxe planifié par Léopold II dans le Pavillon.

"Avant de partir dans un schéma de rénovation pour ce type de patrimoine, il faut s'assurer qu'il aura une vie."

MATHIEU MICHEL (MR)

SECRÉTAIRE D'ÉTAT EN CHARGE DE LA RÉGIE DES BÂTIMENTS

Avis défavorable

Cette proposition, qui sera discutée vendredi en Conseil des ministres, a fait l'objet d'un avis défavorable de l'Inspection des finances qui déplore notamment que la Régie des bâtiments ait laissé le Pavillon vacant aussi longtemps, faisant ainsi augmenter au fil des ans les coûts de rénovation estimés aujourd'hui à 5 millions d'euros. **Jugée trop vague, la proposition manquerait d'un plan financier et d'un calendrier précis. En outre, l'absence d'appel d'offres est également épinglée.**

Mathieu Michel nous assure avoir répondu aux préoccupations de l'Inspection des finances en redéfinissant la nature de la concession domaniale. **"Il ne fallait pas forcément de mise en concurrence, mais de la publicité.** Nous avons communiqué sur le fait que nous cherchions des partenaires. Il s'agit de concéder le bien à un opérateur qui va en assurer la gestion et les investissements, mais ce n'est pas une commande de travaux."

"Les partenariats publics privés, c'est la solution d'avenir, sinon on laisse le patrimoine dégénérer de la sorte."

DIANE HENNEBERT

Le secrétaire d'État reconnaît que la démarche est particulière, mais il défend cette formule hybride. "Un peu comme pour la Villa Empain, on aurait un lieu qui accueille des événements privés, en restant le plus possible accessible au public. Avant de partir dans un schéma de rénovation pour ce type de patrimoine, il faut s'assurer qu'il aura une vie. **Investir dans un bâtiment sans savoir quelle sera son affectation, c'est la meilleure façon de devoir de nouveau investir et rénover dix ans plus tard**", fait-il valoir.

Contactée, Diane Hennebert indique qu'elle s'inquiète depuis des années pour ce bâtiment exceptionnel, le seul, selon elle, d'une telle qualité en Europe. Si sa proposition passe à la trappe, elle redoute que le Pavillon subisse de nouveau les ravages de plusieurs hivers sans entretien. Et d'insister sur le fait qu'il ne s'agit "pas d'une privatisation du bâtiment, mais bien d'une gestion privée d'un bâtiment qui resterait ouvert au public. C'est une bonne solution quand on voit les finances de l'État. **Les partenariats publics privés, c'est la solution d'avenir, sinon on laisse le patrimoine dégénérer de la sorte.**"